



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

30 juin 2005

Volume 4, Numéro 7

### LIGNE DE FOND ..... 1

**L'UE rend public un plan de réforme pour le sucre : les pays ACP et les PMA contestent le plan européen 1**

**Négociations sur les services : Réunions du groupe des services en cours, en attendant les discussions sur les benchmarks\* ..... 4**

### NOUVELLES DE L'OMC ..... 6

**Traitement spécial et différencié : les discussions progressent mais les membres demandent la révision et la clarification de la proposition des PMA ..... 6**

**Le sous-comité du coton à l'OMC : Les pays africains déçus de l'absence de réactions à leurs nouvelles propositions ..... 8**

**Ministres du commerce de l'Union africaine : une feuille de route balise la voie pour HongKong ..... 9**

### SUR LE FIL ..... 11

**Conférence Ministérielle de l'OMC à Hong Kong : l'UEMOA définit ses positions ..... 11**

**L'UE adopte un nouveau Système de Préférences Généralisées (SPG) ..... 12**

**En perspective de la sixième conférence ministérielle de l'OMC, les PMA harmonisent leurs positions à Livingstone en Zambie ..... 14**

**Dialogue régional sur l'articulation entre le programme de Doha pour le développement et la négociation d'un accord de partenariat économique UE-CEDEAO ..... 15**

### EVÉNEMENTS ..... 17

### PUBLICATIONS ..... 18

### LIGNE DE FOND

#### **L'UE rend public un plan de réforme pour le sucre : les pays ACP et les PMA contestent le plan européen**

La Commission exécutive européenne de l'UE a rendu public, le 22 juin, un nouveau plan de réforme du marché du secteur du sucre, qui doit transformer de manière significative un système en place depuis 40 ans. La proposition comprend une réduction en deux étapes, de 39%, du prix garanti du sucre blanc; une compensation aux agriculteurs de l'UE à hauteur de 60% de la baisse des prix sous forme d'une subvention découplée, liée au respect de normes de gestion environnementale et foncière; et un programme de restructuration visant à encourager les producteurs les moins compétitifs à abandonner le secteur du sucre, ainsi qu'un appui aux fermetures d'usines. La réforme offre également une assistance aux pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) qui bénéficient actuellement d'un accès préférentiel sur le marché du sucre européen.

Le plan de réforme est une version réactualisée d'un projet rendu public il y a un an, et vient à la suite d'une contestation fructueuse des subventions européennes au sucre à l'OMC, initiée par l'Australie, le Brésil et la Thaïlande. La production de sucre de betterave dans les pays tempérés est moins efficace et plus coûteuse que la production de sucre de canne dans les pays tropicaux.

Lors de la publication du plan de réforme, la commissaire européenne à l'agriculture, Mariann Fischer Boel, a déclaré : " Je suis convaincue que les producteurs de sucre de l'UE peuvent être compétitifs à l'avenir mais seulement si nous

agissons dès maintenant et avec détermination afin de les préparer aux défis qui les attendent. Nous offrons une perspective de planification stable à long terme s'appuyant sur un fonds de restructuration largement doté afin d'encourager les producteurs les moins compétitifs à abandonner le secteur et de faire face aux retombées sociales et environnementales du processus de restructuration."

Les réductions proposées se heurtent à de fortes critiques de la part des producteurs de sucre de l'Europe et des pays ACP clés producteurs de sucre, qui verraient les prix qu'ils obtiennent pour leur sucre enregistrer des baisses spectaculaires. La Commission européenne espère un accord politique sur la proposition lors du Conseil de l'agriculture de l'UE, de novembre 2005, préalablement à la Conférence ministérielle de l'OMC à HongKong.

#### **Effets sur les pays ACP et les PMA**

Un certain nombre de pays ACP exportent du sucre vers le marché de l'UE à des prix garantis, au titre du Protocole du sucre de Cotonou, et seront durement touchés par la réforme. Ces pays ont des économies vulnérables et sont beaucoup moins compétitifs que de grands producteurs tels que le Brésil. De plus, les pays les moins avancés (PMA) bénéficient d'un accès garanti en franchise de droits, devant être totalement introduit d'ici 2009, aux fins de l'initiative Tout sauf les armes. La majeure partie des importations de l'UE vient de Maurice qui exporte 14 fois plus de sucre vers l'UE que le Brésil. Les pays ACP, l'Inde et les PMA continueraient à être en mesure d'exporter au nouveau " prix de référence " de l'UE, qui remplace le prix d'intervention. Le prix de l'UE sera toujours plus élevé que le prix mondial.

Dans le cadre du train de réforme, l'UE octroiera aux pays ACP une aide d'ajustement d'un montant de 40 millions d'euros en 2006, et continuera d'appuyer ce processus pendant une période de 8 ans. Selon l'UE, les mesures commerciales aux fins des accords de partenariat économique ACP-UE contribueront également à aider les pays ACP dans le processus d'ajustement. Selon Louis Michel,

commissaire européen au développement: " Nous devons cesser de dire à certains pays qui n'arriveront jamais à être compétitifs dans le secteur du sucre qu'ils peuvent continuer à l'être. Je suis loin de penser que nous avons été assez honnêtes avec certains pays en maintenant un système qui les a rendu quasi-dépendants de certaines industries et qui les a détournés de la diversification. "

Les pays ACP et les PMA ont toutefois appelé à une introduction plus lente de la réforme, et à davantage d'assistance. Clement Rohee, ministre des Affaires étrangères de Guyana et porte-parole ministériel sur le sucre pour la CARICOM (Caribbean Community) a souligné: " Il est impossible d'exagérer l'impact dévastateur que les réductions de prix et la durée proposée par la Commission auront sur les pays ACP. Concernant les ACP, la réforme proposée est trop rapide, trop profonde et trop précoce. Dans ces conditions, les industries du sucre dans plusieurs pays seront simplement incapables de survivre, tandis que dans d'autres pays producteurs, la soi-disant réforme va inévitablement conduire à de graves compressions avec des conséquences socio-économiques désastreuses. "

Des responsables des pays affectés estiment que les réformes proposées sont désastreuses et mettraient des économies vulnérables et des centaines de milliers d'emplois en danger. Les ministres des ACP ont indiqué que les réformes signifieraient des pertes de quelque 400 millions d'euros (487,6 millions de dollars) par an pour leurs pays, au moment où le revenu par tête d'habitant dans certains Etats ACP est estimé à moins de deux euros (2,4 dollars) par jour. Keith D. Knight, le ministre jamaïcain des Affaires étrangères, a indiqué que le secteur sucrier de son île pourrait perdre jusqu'à 74 millions d'euros (90 millions de dollars) si le prix de l'UE tombe à 373 euros (451,5 dollars) par tonne. "Ce que nous voulons de tout coeur éviter, c'est une répétition des erreurs passées dans les secteurs de la banane, du rhum et du cacao, où des programmes de soutien financier de l'UE ont produit très peu ou pas du tout d'effet. Ce dont nous avons besoin, c'est des fonds

commerciaux réservés qui atteindront le producteur sur le terrain", a-t-il ajouté.

C'est pourquoi aussi bien le groupe de pays ACP que le groupe PMA demandent aux Etats membres de rejeter la proposition de la commission pour ce qu'ils appellent des "réductions rapides et brutales du prix du sucre sur une courte période de temps" et de faire pression pour des réductions de prix beaucoup "moins drastiques" qui seront graduellement introduites sur une période de huit ans à partir de 2008. Ils ajoutent que ces réductions de prix devraient être accompagnées de mesures pour supporter la restructuration et la modernisation des industries sucrières des ACP.

Duncan Green, directeur de recherche à Oxfam International, a mis l'accent sur le fait que " les petits pays vulnérables des Caraïbes et d'Afrique sont lésés " et que leurs intérêts devaient être conciliés avec ceux de grands producteurs efficaces tels que le Brésil. Oxfam a également appelé à une réforme plus progressive et à une aide d'ajustement substantielle aux pays en développement affectés.

### **Effets sur les pays de l'UE**

La réforme entraînera une baisse de 7 millions de tonnes de la production sucrière européenne d'ici 2014 - de 19,7 millions aujourd'hui à 12 millions - soit un abandon de 40% de la production de l'UE. Il est projeté de mettre un terme à la production au Danemark, en Finlande, en Espagne, dans la République tchèque et en Hongrie. Un certain nombre de pays de l'UE affectés ont déjà fait part de leur opposition au plan de réforme. Les effets iront au-delà des agriculteurs pour toucher les raffineries de sucre, les usines et les services qui y sont liés, notamment le transport.

On s'attend à ce que la réforme mène à une concentration plus forte dans le secteur du sucre, ce qui a suscité l'inquiétude de voir des multinationales puissantes, telles que Südzucker de l'Allemagne, être en mesure de contrôler les prix et de capter la majeure partie des rentes. Toutefois, selon la commissaire européenne Fischer Boel, si un cartel des prix devait voir le jour, elle s'y

opposerait par l'imposition de contingents tarifaires temporaires - qui permettrait d'importer une certaine quantité de sucre à un taux tarifaire faible - pour permettre l'importation additionnelle de sucre à bas prix.

Réagissant à la proposition de réforme le lobby sucrier européen, le Comité européen des fabricants de sucre (CEPS) a déclaré qu'en la mettant en œuvre, il faudrait assurer un équilibre des pouvoirs pour garantir que le sucre importé au titre des régimes de préférence actuels provient réellement de ces pays, et non des négociants brésiliens. Le CEPS a également mis l'accent sur le fait que le sucre devrait être désigné produit agricole sensible dans les négociations sur l'agriculture du Cycle de Doha, ce qui signifie que les abaissements tarifaires seraient modérés et que la sauvegarde agricole existante qui protège le secteur contre les brusques poussées des importations devrait être maintenue.

### **Carburants biologiques dans la réforme du secteur du sucre**

Le plan de réforme du secteur du sucre garantit que la production de carburants biologiques - des combustibles neutres en carbone et à combustion propre, tirés de récoltes agricoles qui ont été partiellement utilisés pour remplacer les produits pétroliers liquides - ne sera jamais affectée de manière négative. La betterave à sucre pourra prétendre à l'aide européenne aux cultures énergétiques, en conformité avec les politiques européennes relatives aux carburants biologiques, à hauteur de 45 euros par hectare. Le sucre utilisé pour la production d'éthanol, ainsi que par les industries chimiques et pharmaceutiques, sera exclu du contingent de sucre. De plus, lorsque la betterave est cultivée à des fins non alimentaires, elle peut prétendre à des versements de mise hors culture.

Certains pays ACP ont également déclaré qu'ils projetaient de se diversifier en se tournant vers la production d'éthanol. Ainsi, la Jamaïque a des projets pour démarrer la production d'éthanol, ainsi que pour recourir aux résidus de canne et à la bagasse pour produire de l'électricité.

---

**Négociations sur les services : Réunions du groupe des services en cours, en attendant les discussions sur les benchmarks\***

Un 'bloc' de semaines de réunions sur les services a démarré le 20 juin dernier à l'OMC, avec les réunions régulières du Conseil du commerce des services et de ses organes subsidiaires. Des sources rapportent qu'en dépit du plaidoyer constant de nombreux pays en développement demandant davantage d'attention sur l'aspect établissement de règles des négociations sur les services - qui est la focalisation essentielle d'au moins deux des organes subsidiaires - il y a eu peu de réalisations au cours des réunions formelles.

**Pas de progrès dans les discussions sur les sauvegardes**

Lors du Groupe de travail sur l'Accord général sur les règles du commerce des services (AGCS), la CNUCED a fait une présentation qui laissait entendre qu'un mécanisme de sauvegarde pour les services était à la fois souhaitable et réalisable. Le document de la CNUCED reposait, entre autres, sur la nécessité systémique d'une symétrie entre le commerce des marchandises, où un accord sur les sauvegardes existe, et le commerce des services, où aucun accord de ce type n'existe actuellement. Toutefois, dans la réponse à cette présentation, de nombreuses délégations ont soulevé des questions similaires à celles qu'elles avaient déjà posées aux promoteurs d'une proposition antérieure de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) concernant un tel mécanisme - notamment, sur la définition de l'industrie nationale, des droits acquis, de la compensation et de la faisabilité des restrictions sur les modes 1 et 2. Les pays développés opposés à une sauvegarde dans les services n'ont pas hésité à mettre en évidence ces préoccupations lors de la réunion du 20 juin, ce qui a laissé le débat essentiellement dans la même situation que lorsqu'il avait démarré.

La discussion concernant des disciplines possibles sur les subventions aux services est certes beaucoup moins avancée que celle sur les

sauvegardes, mais a bénéficié d'une nouvelle base pour le débat. Une communication informelle du Chili, de HongKong, de la Chine, du Mexique, du Pérou et de la Suisse (JOB(05)/95) a proposé une définition provisoire du terme 'subvention' et a suggéré les étapes suivantes, y compris des délais, pour l'échange de renseignements, requis aux fins de l'article XV de l'AGCS. Les Membres ont présenté des commentaires et des questions préliminaires sur la proposition de définition et formulé des points de vue divergents sur la proposition relative à l'échange de renseignements, notamment, la couverture sectorielle, les délais et la pertinence des concepts qui figurent dans l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

**Les réunions informelles peuvent primer sur la réglementation intérieure**

Lors de la réunion du 22 juin du Groupe de travail de la réglementation intérieure, les Membres ont débattu d'un tableau préparé par le Secrétariat de l'OMC qui exposait comment comparer les diverses propositions de négociation par rapport à chacun des éléments pouvant être présents dans des disciplines possibles sur la réglementation intérieure. Alors que ce tableau est destiné à offrir aux Membres un outil pour réexaminer et comparer les diverses propositions dans un seul document, une délégation a fait part de ses préoccupations concernant la manière dont ce tableau devrait ou ne devrait pas être utilisé dans les discussions futures sur les disciplines. Des sources ont laissé entendre que les questions de procédure pourraient une fois de plus finir par détourner le Groupe de travail de la réglementation intérieure de la résolution des questions de fond présentées dans un document par ailleurs utile.

Selon les délégués, pour que les fortes pressions exercées en vue d'arriver à une forme ou une autre de résultats dans les négociations sur la réglementation intérieure aboutissent à quelque chose d'ici la Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre, à Hongkong, des consultations et une concertation informelles entre les artisans majeurs devraient inévitablement primer sur les réunions formelles pour dégager des domaines de

convergence et de compromis. Au point où en sont les choses, de nombreux Membres semblent rester soucieux d'avoir au moins une liste de contrôle, si non un cadre, d'éléments possibles devant figurer dans les disciplines, d'ici la fin de l'année.

#### **Services financiers : les Membres débattent des 'benchmarks' des pays développés**

La réunion du 23 juin du Comité du commerce des services financiers (CCSF) a donné aux Membres un aperçu du type de discussions auxquelles ils peuvent s'attendre concernant la question litigieuse des 'benchmarks' dans les discussions sur l'accès aux marchés, lorsqu'elle s'est penchée sur la déclaration conjointe de plusieurs pays développés concernant leurs objectifs dans les négociations sur les services financiers. Ces pays avaient d'abord présenté la déclaration à la Session spéciale du Conseil du commerce des services, durant le groupe antérieur sur les services.

Lors de la réunion du Comité du commerce des services financiers, certains pays en développement ont toutefois contesté le bien-fondé du débat sur ces objectifs, en soutenant que le (CCSF) était un comité technique dont la tâche était d'approfondir chez les Membres la perception des questions relatives au commerce des services financiers, plutôt que de servir de forum pour les négociations. De plus, ces pays ont fait valoir que de tels benchmarks allaient à l'encontre des modalités énoncées dans l'AGCS et convenues le 28 mars 2001, dans les Directives et procédures de négociation pour les discussions sur les services. En outre, certaines délégations des pays en développement ont souligné que si le CCSF est de fait tenu de servir de forum de négociation, y compris d'établir des benchmarks pour les négociations sur l'accès aux marchés, les pays développés étaient donc en train de se contredire en empêchant un autre comité technique, à savoir le Comité des engagements spécifiques, d'établir des benchmarks pour les négociations en discutant des offres pour obtenir des entrées plus claires, moins ambiguës, dans les listes d'engagements.

La question des benchmarks prendra probablement une place prépondérante dans les réunions de la

Session spéciale du Conseil du commerce des services du 30 juin et du 1er juillet.

#### **Nouvelle approche américaine pour donner une impulsion aux discussions sur les services ?**

Le représentant adjoint américain au commerce extérieur, Peter Allgeier, a, le 17 mai, laissé entendre que l'approche de présentation de " demandes et d'offres " dans les négociations sur les services à l'OMC n'avait pas abouti à des résultats significatifs, et a déclaré qu'une approche plus proactive était nécessaire pour amener les Membres à atteindre la norme américaine pour l'ouverture des marchés dans le secteur des services. S'exprimant lors d'une séance du Ways and Means Subcommittee de la Chambre des représentants américaine, Allgeier a déclaré que les États-Unis avaient, de manière informelle, lancé certaines idées initiales auprès de quelques Membres de l'OMC, le président des négociations sur les services, Alejandro Jara, ayant appelé à des idées informelles sur les voies et moyens de relancer les discussions. Selon Allgeier, l'approche de la présentation de demandes et d'offres pourrait s'accompagner d'une ouverture accrue des marchés dans des " domaines cruciaux centraux " qu'il faudrait identifier.

Les représentants du secteur des services américain ont fait part de leur appui à une libéralisation accrue du secteur des services. Selon Norman Sorensen, président de la Coalition of Services Industries, les négociations sur les services sont en crise parce que " trop peu d'offres ont été présentées, et les offres présentées assurent trop peu de libéralisation " et tireraient avantage d'une nouvelle approche. A cet égard, les Membres de l'OMC devraient convenir d'ouvertures initiales des marchés dans tous les secteurs des services et s'appuyer sur cela.

**\* Les benchmarks sont des points de références qui peuvent être des planchers ou des plafonds. Dans le cadre des négociations sur les services, ils renvoient plutôt à des minima en deçà desquels ne peuvent se situer le nombre des secteurs à soumettre ou le taux de couverture d'un secteur déterminé.**

## NOUVELLES DE L'OMC

### **Traitement spécial et différencié : les discussions progressent mais les membres demandent la révision et la clarification de la proposition des PMA**

Les propositions récentes des PMA qui avaient permis de faire progresser les discussions autour du TSD ont fait l'objet d'un examen par les membres lors d'une réunion informelle de la session spéciale du Comité sur le commerce et le développement (SS - CCD) tenue les 16 et 17 juin. Même si les membres reconnaissent la pertinence et l'intérêt de telles propositions, ils ont cependant exprimé leur souhait de voir celles-ci réexaminées, clarifiées et mises à jour pour prendre en charge les préoccupations des uns et des autres.

Comme lors de la réunion de mai, certains membres ont exprimé des préoccupations sur la proposition 22/23 relative au mémorandum concernant la dérogation des obligations et au langage utilisé par les PMA tout en avouant ne pas avoir eu le temps d'en référer à leurs capitales afin de soumettre des contre propositions. Ces derniers ont fait savoir que les changements apportés par les PMA dans le texte initial de mai sont insignifiants.

#### **Les propositions des PMA au menu des discussions**

Cinq propositions des PMA ont sans doute fait avancer les négociations autour du TSD. Lors d'une réunion antérieure tenue les 10 et 12 mai, les membres avaient en effet décidé d'écarter provisoirement l'approche proposée par le président pour se pencher en priorités sur les propositions des PMA qui visent à renforcer les dispositions du traitement spécial et différencié.

Le président de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement, Faizel Ismail, avait proposé, au début de cette année, de regrouper en différentes catégories à la fois les propositions propres à des accords, présentées par les pays en développement et les questions

transversales, défendues davantage par les pays développés. La dernière réunion de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement avait toutefois été ajournée antérieurement, après un désaccord sur un ordre du jour structuré en groupes portant sur la flexibilité et sur la constitution de capacités, qui, selon certains pays en développement, mettait exagérément l'accent sur les questions transversales.

A la suite de larges consultations, les Membres ont plutôt décidé de procéder à l'examen des propositions de traitement spécial et différencié propres à des accords, avancées par les PMA, étant entendu que les Membres de l'OMC peuvent examiner et débattre des propositions transversales comme solutions aux propositions propres à des accords des PMA. Certains Membres ont laissé entendre que ceci " abattrait une barrière artificielle " dans les discussions, en permettant aux Membres d'examiner en détail les propositions propres à des accords, rédigées pour la plupart il y a plus de 4 ans et qui n'ont pas été examinées depuis plus de deux ans, et de voir les raisons et les besoins que les PMA tentaient de prendre en compte dans leurs propositions.

Cinq propositions des PMA ont ainsi été examinées lors de la réunion, à savoir les propositions 22/23 (Mémorandum concernant la dérogation des obligations), 38 (Clause d'habilitation), 84 (Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce - MIC), 88 (Mesures en faveur des PMA) et 36 (Clause d'habilitation, para. 3b).

En examinant la proposition 22/23, dont la version la plus récente appelle à " une attention spéciale " aux demandes de dérogation aux obligations aux fins de l'OMC, émanant des pays en développement et des PMA Membres, l'Australie, le Canada et les États-Unis se sont dits intéressés d'entendre davantage sur les problèmes rencontrés par les pays en développement lorsqu'ils demandent une dérogation. En outre, l'UE, le Canada et la Norvège ont déclaré ne pouvoir accepter qu'une disposition qui s'appliquerait uniquement aux PMA. Un certain nombre d'autres

pays, notamment l'Inde, la Colombie, le Costa Rica, le Brésil, le Japon, la Malaisie et le Pakistan, ont appuyé le langage actuel, et le Paraguay a suggéré différentes formulations prévoyant une "sauvegarde adéquate" de "tous les pays en développement Membres", dans l'acceptation des demandes de dérogation.

La proposition 38 appelle à la révision de la Clause d'habilitation (Décision sur le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité et la pleine participation des pays en développement), pour garantir que la "portée et le rythme de la libéralisation seront déterminés en consultation avec les gouvernements" des PMA, compte tenu du fait que les PMA ne devraient pas être tenus de prendre des mesures de libéralisation incompatibles avec leurs besoins en matière de développement, de commerce et leurs besoins financiers ; pour permettre une flexibilité en ce qui concerne la détermination de l'année de référence sur laquelle les engagements de libéralisation sont fondés afin de prendre en compte les mesures de libéralisation antérieures prises par les pays en développement et les PMA ; et, dans la section la plus litigieuse (c), pour prévoir que les PMA soient autorisés, si leurs situations économique et commerciale et leur stade de développement le permettent, à ne procéder à aucune réduction des tarifs dans les secteurs agricoles et/ou industriels ; pour exclure des réductions tarifaires des sous-secteurs dans ces secteurs ; et pour consolider les taux réduits lors des négociations et les taux appliqués en vigueur à des niveaux conformes à leurs besoins.

La Suisse, l'Australie et l'UE ont déclaré que la situation avait évolué depuis la rédaction de la proposition et que cette question était prise en compte dans les négociations en cours. La nécessité de prévoir la flexibilité et une réciprocité qui ne soit pas totale, en particulier, était prise en compte dans les textes de l'Ensemble de résultats de juillet sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et sur l'agriculture, notamment dans les dispositions portant sur la réciprocité qui ne soit pas totale dans le premier, et le mécanisme des produits spéciaux/ sauvegarde spéciale, dans le

second. Les PMA et le Groupe africain ont toutefois laissé entendre qu'ils aimeraient voir ces dispositions examinées non seulement dans le cadre du cycle actuel de négociations, mais aussi à long terme, car ils recherchaient une solution permanente à incorporer à la structure de l'OMC, et non juste une solution pour le cycle de négociations actuel. Toutefois, selon un certain nombre de pays développés, dont la Suisse et les États-Unis, les PMA ne pouvaient s'attendre ni à ne prendre aucun engagement, ni à bénéficier d'une exemption générale permanente, car l'objectif des Membres de l'OMC était d'intégrer, à un certain stade, les PMA dans le Système commercial multilatéral et de leur permettre d'en tirer profit. Certains PMA ont laissé entendre que le but de la proposition était de prendre en compte les coûts de la mise en œuvre des disciplines de l'OMC, et non de demander une exemption générale. L'Inde et le Brésil, avec plusieurs autres pays en développement, ont suggéré aux PMA de reformuler la proposition.

Les propositions restantes demandent que les PMA soient exemptés des MIC (proposition 84), qu'ils ne soient pas tenus de prendre des engagements préjudiciables à leurs besoins ou à leurs capacités en matière de développement (proposition 88), et demandent aussi l'atténuation des incidences négatives de l'érosion des préférences pour les PMA (proposition 36, qui n'a pas été débattue).

Les discussions sur chaque thème ont montré que certaines des propositions soit étaient dépassées, soit ne prenaient pas en compte les préoccupations et les besoins des pays qui les présentaient. À ce titre, les PMA se sont réunis de manière informelle avec d'autres Membres, après la session, pour débattre de la manière dont les propositions pouvaient être reformulées pour mieux prendre en compte leurs besoins, un processus qu'ils avaient poursuivi en groupes restreints. La reformulation s'est faite avec l'aide du Secrétariat de l'OMC.

Le président de la SS - CCD, Faizel Ismaïl, va poursuivre les consultations dans des groupes restreints au cours des semaines à venir pour trouver un compromis sur la reformulation des



propositions des PMA. Une fois que celles-ci seront acceptées, les membres se pencheront alors sur les propositions des autres groupes en commençant par le groupe africain.

---

### **Le sous-comité du coton à l'OMC : Les pays africains déçus de l'absence de réactions à leurs nouvelles propositions**

Le Sous-comité sur le coton a tenu sa quatrième réunion le 22 juin dernier. A son terme, les pays africains ont exprimé leur déception face au manque de réponses écrites relatives à leur dernière proposition appelant à des réformes majeures dans le commerce du coton (TN/AG/SCC/GEN/2. Le 29 avril dernier, les quatre pays signataires de l'Initiative Sectorielle avaient déposé, par l'entremise du Groupe africain, une proposition, avec comme point focal la demande de mise en place d'un fond de soutien d'urgence pour les filières cotonnières africaines. Les quatre pays signataires, appuyés par plusieurs délégations africaines et par l'Argentine et le Brésil, ont soutenu qu'à moins que les autres membres émettent des propositions alternatives écrites pour répondre à leur soumission, il serait impossible d'avoir un rapport sur les progrès du sous-comité pour leurs gouvernements respectifs.

Pendant ce temps, hors du cadre de l'OMC, l'Union africaine a réitéré la demande que les Etats-Unis éliminent leurs subventions sur le coton à l'échéance de la conférence Ministérielle de Hong Kong en décembre ( Voir article sur la réunion des ministres du commerce au Caire).

### **Les Etats-Unis exhortent à plus l'ambition dans les négociations sur l'agriculture**

Les Etats-Unis ont affirmé qu'ils hésitaient à soumettre des propositions écrites dans le sous-comité du coton ou même dans les consultations plus générales sur l'agriculture. Ils voudraient éviter de répéter ce qui s'était passé avant la conférence ministérielle de Seattle en 1999 quand certains membres qui avaient émis des propositions

écrites avaient eu du mal à se rétracter par la suite. Les Etats-Unis soutiennent que les résultats sur le coton seront déterminés par les négociations générales sur l'agriculture, où les réductions dans les secteurs spécifiques telles que le soutien interne pourrait affecter leur programme sur le coton. En mettant l'accent sur le caractère ambitieux des propositions africaines, les Etats Unis pensent que ses objectifs seront difficilement atteints même à long terme. Cependant, ils estiment que les discours et les positions pourraient se rapprocher des objectifs africains si les Membres se montraient plus ambitieux sur les négociations globales sur l'agriculture.

Le Président Présider Tim Groser (qui préside actuellement le Sous-comité Coton et le Comité sur l'Agriculture à titre privée), a affirmé être en accord avec la suggestion de l'UE pour que la proposition soit discutée de façon plus efficace dans un petit groupe de consultation. Il a ajouté qu'une telle consultation pourrait se tenir plus tard, quand les Membres seraient mieux disposés à évaluer l'impact des négociations sur l'agriculture sur le coton.

### **Le sous-comité discute les aspects de développement de coton**

Sur les aspects de développement du dossier coton, le Fonds monétaire international (FMI) a esquissé les résultats d'une Conférence qui s'est tenue sur le thème à Cotonou le 18 mai dernier. Les participants ont trouvé un consensus sur quatre points essentiels : la préservation de la stabilité macroéconomique en s'attaquant directement la pauvreté au lieu de continuer à soutenir les prix afin d'éviter l'ajustement ; l'utilisation des programmes de développement pour augmenter la production et la compétitivité; l'élimination des subventions qui ont un effet de distorsion sur les échanges et portant préjudice aux pays en développement; et la protection des pauvres durant les périodes d'ajustement.

La prochaine réunion du Sous-comité du Coton est programmée pour 18 Juillet 2005.



---

## **Ministres du commerce de l'Union africaine : une feuille de route balise la voie pour HongKong**

Les ministres du commerce des pays membres de l'Union Africaine ont tenu leur troisième conférence ordinaire du 7 au 9 juin derniers au Caire. A quelques mois de la sixième conférence ministérielle de l'OMC prévue du 13 au 18 décembre 2005 à Hong Kong, cette réunion était particulièrement importante pour les ministres africains en ce sens qu'elle avait pour objectif d'évaluer les avancées obtenues dans l'accord-cadre du 1er août 2004 et convenir de positions communes de négociations pour Hong Kong.

### **Déclaration et feuille de route du Caire**

Les ministres ont abordé un certain nombre de points qui font encore l'objet de négociation : Ce sont entre autres l'agriculture avec les questions de soutien interne, d'accès aux marchés et du coton. Les services et la facilitation des échanges ont aussi été abordés.

Pour ce qui est de l'agriculture, les ministres affirment leur volonté de faire en sorte que les modalités à convenir tiennent compte de l'espace politique approprié pour permettre aux pays africains de mettre en œuvre leur propres politiques de développement. Abordant les trois piliers de l'Accord sur l'agriculture (AsA), les ministres demandent, en ce qui concerne la concurrence à l'exportation, qu'une date réaliste soit fixée pour la suppression de toutes les formes de subvention à l'exportation pour les produits agricoles. Ils demandent en outre que la mise en œuvre urgente de la décision de Marrakech et une mention claire pour le traitement spécial et différencié dans les disciplines à mettre en place au titre des crédits à l'exportation. Pour les entreprises commerciales d'Etat, les ministres demandent que celles des pays en développement soient exclues de l'application des nouvelles disciplines sur les ECE.

Concernant le soutien interne, outre le fait que les ministres africains exigent que la formule à convenir aboutisse à des réductions significatives

des subventions agricoles et empêche tout transfert entre les boîtes, ils demandent aussi une préservation effective d'un espace politique qui s'appuierait sur l'utilisation des dispositions relatives au TSD au titre du pilier du soutien interne, en particulier annexe 2, article 6.2 de minimis et le maintien et l'amélioration de leurs recettes d'exportation.

Sur l'accès aux marchés, se basant sur le modèle particulier des échanges commerciaux des pays africains et de leurs différentes structures tarifaires, les ministres demandent que des mécanismes spécifiques et concrets soient mis en place pour tenir compte des préoccupations des pays en développement ; que la question de la progressivité des droits soit étudiée dans les négociations ; que les pays développés, et en développement qui le peuvent, accordent un accès en franchise de droits et de quotas aux PMA ; que le principe de la proportionnalité soit intégralement mis en œuvre dans la réduction des tarifs ainsi que l'élaboration de modalités adéquates et de mécanisme spécial de sauvegarde.

En ce qui concerne le coton, les ministres ont renouvelé et endossé les demandes du C4 pour un traitement rapide, spécifique et ambitieux de la question coton et demandent précisément : un accès en franchise de taxes et de quotas pour le coton et les produits dérivés du coton originaires de PMA ; l'élimination des subventions au coton au 1er juillet 2005 ; l'élimination des soutiens internes au coton au 21 septembre 2005 ; la mise en place d'un fond d'urgence pour la production du coton.

Abordant la question controversée de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), les ministres se sont préoccupés du fait que certaines propositions soumises par des membres de l'OMC pourraient déboucher sur réduction plus fortes pour les pays en développement que pour les pays développés, et ce, en contradiction avec le principe d'une réciprocité moins que totale et du TSD énoncé dans le mandat de Doha. Les ministres ont de ce fait demandé que la formule ou l'approche tarifaire à déterminer soit appropriée pour permettre une industrialisation efficace des

pays africains ; que l'espace politique la flexibilité nécessaires aux PED soient garantis ; que les initiatives sectorielles soient exclues ; enfin qu'un mécanisme soit mis en place pour traiter de l'érosion des préférences et que l'exemption d'engagement de réduction pour les PMA soit traité comme un principe sacro-saint.

Concernant les négociations sur les services, les ministres ont félicité l'Egypte, le Gabon, le Kenya, l'Ile Maurice et la Tunisie qui ont soumis des offres initiales dans le cadre des négociations sur les services. Ils ont en outre encouragé les autres pays africains à suivre leur exemple. Pour améliorer leur participation aux négociations sur les services les ministres africains ont demandé une amélioration substantielle pour l'accès aux marchés pour les modes et les secteurs d'exportation des pays africains, en particulier le mode 4 où ils demandent aux membres de prendre des engagements visant à assurer un résultat commercial significatif pour les pays africains. Sur la question de l'évaluation, les ministres ont appelé la session extraordinaire du conseil à la finaliser à une date butoir avec des résultats spécifiques qui pourront permettre d'ajuster les négociations.

Les ministres demandent en outre que le travail de réglementation nationale soit achevé avant Hong Kong afin d'assurer que la discipline en matière de réglementation nationale renforce les engagements pris par les membres. Concernant les règles de l'AGCS telles que les sauvegardes d'urgence, les subventions et les marchés publics, les ministres demandent de passer du stade de définition à celui des questions de fond.

Sur la facilitation des échanges, les ministres ont reconnu les avantages potentiels susceptibles d'être tirés par les pays africains des mesures de facilitation des échanges. Toutefois, compte tenu du fait que la poursuite de la facilitation a un coût, les ministres ont accueilli favorablement l'approche présentée dans l'annexe " D " qui établit la nécessité d'une corrélation entre le niveau des engagements et le coût de la mise en œuvre de tout résultat potentiel. Revenant sur la nécessité de l'assistance technique, les ministres ont souhaité la

collaboration entre les organisations internationales, régionales et sous-régionales dans l'octroi de celle-ci. Ils ont ainsi demandé que dans le contexte de nouveaux engagements sur la facilitation des échanges, l'espace politique suffisant et un traitement spécial et différencié précis, efficace et opérationnel soient pris en compte. En fin, les ministres conditionnent la mise en œuvre par les pays en développement et les PMA de tout engagement à la fourniture d'une assistance technique et d'un soutien financier et technique performant, effectif et durable.

### **Déclaration courageuse sur les APE**

Pour la première fois depuis le lancement de la négociation des APE, les ministres du commerce de l'UA se sont penchés sur ce processus de négociation, voisin de celui de l'OMC et fortement articulé à lui, pour adopter des positions communes. La déclaration issue de leurs travaux aborde 10 sujets majeurs sur lesquels les ministres ont voulu prendre des positions politiques fortes et cohérentes : APE comme outil de développement ; intégration régionale et APE ; rapidité des négociations ; rôle de la commission de l'UA dans la coordination de la négociation des APE ; asymétrie et flexibilité dans les APE ; obstacles à l'accès aux marchés et constitution des capacités ; thèmes de Singapour ; droits de propriété intellectuelle ; articulation et cohérence entre les négociations multilatérales, régionales et bilatérales ; collaboration entre la commission de l'UA et d'autres organisations pertinentes dans des travaux supplémentaires.

Si une partie de ces sujets a pu faire l'objet de positions consensuelles assez aisément, le statut des thèmes de Singapour dans les APE a été une pomme de discorde qui a fait l'objet de beaucoup de divergence de vues entre les pays et entre ceux-ci et les organisations de la société civile. Pour d'aucuns, puisqu'à l'OMC les pays, y compris les pays africains, ont décidé de négocier la facilitation des échanges et de rejeter les trois autres sujets hors du programme de Doha, il est plus cohérent d'en faire de même dans les APE pour éviter que les positions prises dans un processus ne soient en contradiction avec l'autre. Au bout du compte, la

recherche d'une cohérence d'ensemble, maître-mot dans tous les processus dans lesquels les pays africains sont impliqués, a amené les ministres à déclarer qu'en dehors de la facilitation des échanges, l'investissement, la concurrence comme les marchés publics devraient rester hors de l'agenda de Doha et des APE.

Ainsi pour garantir cette cohérence, les ministres ont donné instruction à la commission de l'UA pour mettre sur pied de mécanismes de coordination avec pour mission de collecter et d'échanger l'information sur les APE entre les communautés économiques régionales (CER), ainsi que l'identification des domaines d'intérêt commun. La commission de l'Ua pourrait pour ce faire poursuivre le mandat que lui a assigné le sommet des Chefs d'Etat ACP de Maputo en juillet 2003.

## SUR LE FIL

### **Conférence Ministérielle de l'OMC à Hong Kong : l'UEMOA définit ses positions**

En perspective de la sixième conférence ministérielle de l'OMC, prévue du 13 au 18 décembre 2005 à Hong Kong, les Etats membres de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine (UEMOA) ont tenu une importante réunion à Ouagadougou, Burkina Faso pour harmoniser leurs positions et convenir des stratégies à adopter pour défendre au mieux les intérêts de l'Union. Cette rencontre qui s'est tenue le 3 juin dernier a été l'occasion pour les ministres du commerce de l'Union d'analyser les résultats obtenus dans les différents sujets en négociation à l'OMC depuis l'Accord-cadre du 1er août.

A quelques mois de Hong Kong, l'enjeu est de taille pour les 8 pays de l'UEMOA, dont sept sont PMA. Même si leur statut de PMA ne les soumet pas à des obligations contraignantes vis à vis des autres membres de l'OMC, l'harmonisation de leurs positions est d'autant plus importante qu'ils sont

aussi engagés, dans le cadre de la CEDEAO, à la négociations des Accords de partenariat économique avec l'Union européenne.

L'articulation et les chevauchements entre les négociations multilatérales, bilatérales et régionales, ont rendu aujourd'hui nécessaire la recherche de la cohérence pour tirer le maximum de profits de ces processus. C'est ainsi qu'en ce qui concerne les prochaines négociations à l'OMC, les ministres de l'Union ont pris des positions sur les sujets majeurs.

S'agissant de l'Agriculture, l'Union en appelle à une réduction substantielle des niveaux des droits applicables aux produits agricoles, suivant une formule qui sauvegarde les intérêts des pays africains. Cette formule conformément aux exigences de l'Accord-Cadre de juillet 2004, comprend certains paramètres. Il s'agit entre autres, du libre accès de tous les produits africains originaires des pays les moins avancés aux marchés des pays développés, de l'élimination de toutes les formes de subvention à l'exportation ainsi que les réglementations des crédits à l'exportation.

Dans le même sillage, l'UEMOA plaide pour une élimination totale de toutes les formes de subvention à l'exportation sur le coton. En outre, l'Union en appelle à un accès libre et sans contingent aux marchés sur une base consolidée pour les exportations africaines de coton et produits dérivés. Par ailleurs, la déclaration de Ouagadougou souligne la nécessité de mettre en place un Fonds d'urgence destiné à assurer un filet de sauvetage pour les pays africains producteurs de coton affectés par les pertes de revenus. L'Union ambitionne aussi de transformer au moins 25 % du coton produit dans la zone à l'horizon 2010.

Sur l'accès au marché pour les produits non agricoles (AMNA), les ministres soulignent l'urgence de parvenir à un accord sur les modalités visant la réduction des crêtes tarifaires, la progressivité des droits et l'élimination des obstacles non tarifaires. La Commission de l'UEMOA en relation avec les Etats membres, va

élaborer une liste commune sur les concessions tarifaires conformément aux règles de l'union douanière.

Concernant les services, les Etats de l'UEMOA penchent pour une ouverture progressive et surtout maîtrisée des marchés et à la possibilité de recourir à des mesures de sauvegarde d'urgence. À cet effet, l'Union demande la publication de la liste des sous-secteurs et modes de fournitures dans lesquels les Etats peuvent prendre des engagements. Cette mesure devra être accompagnée d'une assistance technique à fournir aux pays en développement pour leur permettre de mieux cerner les enjeux des nouveaux engagements.

Sur les thèmes de Singapour, l'Union indique qu'elle reste solidaire de la position de l'Alliance tripartite Afrique, Caraïbes et Pacifique, Union africaine et les pays les moins avancés. Par cette directive elle compte, comme convenu dans l'accord-cadre du 1er août, ouvrir les négociations sur la facilitation des échanges et laisser hors du programme de travail de Doha les trois questions restantes (marchés publics, concurrence, investissements) et demander aux groupes de travail concernés de continuer leurs travaux de clarification.

Concernant les questions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à l'accès aux médicaments, l'UEMOA réitère ses demandes pour une plus grande flexibilité et opérationnalité dans la mise en œuvre de l'accord sur l'accès aux médicaments afin de permettre aux pays n'ayant pas de capacité de fabrication d'importer des médicaments sous licence à chaque fois que de besoin pour faire face aux maladies endémiques et au Vih/Sida. Les demandes de l'Union vont aussi à la reconnaissance du droit à la protection des savoirs traditionnels et du folklore.

L'UEMOA se préoccupe aussi de la protection de l'environnement. Cependant, elle estime que la définition des normes, des directives et des recommandations internationales, doit être établie de manière non équivoque. Selon l'Union, le respect des normes internationales est obligatoire

pour tous alors que les directives et recommandations le respect est volontaire.

Sur un autre registre, la déclaration de Ouagadougou est revenue sur les négociations de l'Accord de Partenariat économique avec l'Union européenne. L'Union invite la Commission de l'UEMOA et le secrétaire exécutif de la CEDEAO, à poursuivre la mise en œuvre diligente du programme régional de restructuration et de mise à niveau des industries de la zone. La Commission devra aussi se pencher sur les obstacles aux échanges commerciaux et des investissements pour promouvoir les accords bilatéraux au sein de l'Union. À ce sujet, l'UEMOA exhorte les Etats membres à communiquer à la Commission leurs propositions de listes positives et négatives de produits et d'assurer une meilleure compétitivité des produits fabriqués dans l'Union.

Sources : journal de l'économie du 13 juin 2005

---

### **L'UE adopte un nouveau Système de Préférences Généralisées (SPG)**

Les pays de l'UE ont accepté le 23 juin dernier la réforme du SPG. Celle-ci s'articule autour des lignes directrices énoncées en juillet dernier par la Commission européenne (<http://www.ictsd.org/africodev/edition/synthese/04-07/surlefil.htm>) en accordant une attention particulière " aux pays qui en ont le plus besoin ", notamment aux économies vulnérables, moins avancées, y compris aux pays victimes du Tsunami.

Le nouveau modèle proposé par le commissaire européen chargé du commerce, Peter Mandelson, se veut plus simple, plus équitable et plus transparent que celui actuellement en vigueur. Adopté avec trois mois de retard, particulièrement du fait que les membres s'attelaient à parvenir à un accord avec la Chine sur les exportations de textiles, il vise globalement à réorienter les préférences commerciales accordées vers les pays économiquement vulnérables, tout en respectant

les dispositions de l'OMC et surtout en excluant des pays à croissance économique rapide comme la Chine et l'Inde.

#### **Quoi de neuf ?**

A la différence de l'actuel SPG (qui date de 1995), le nouveau SPG comporte trois volets principaux au lieu de cinq, avec une couverture plus grande concernant le nombre de produits, (300 produits supplémentaires) particulièrement dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, dans le régime général qui offre également une réduction de 3.5% des droits de douane réguliers pour les produits sensibles, réduction des droits de douane à zéro pour les produits non sensibles. Celui-ci entrera en vigueur à partir du 1er janvier 2006 et s'appliquera jusqu'à 2008.

En outre, si la nouvelle version conserve l'Initiative Tout sauf les armes, elle ajoute d'autres préférences tarifaires supplémentaires regroupées sous un nouveau régime appelé " SPG Plus " qui entrera en vigueur le 1er juillet 2005. Le " SPG Plus " est un régime d'encouragement destiné particulièrement aux pays économiquement vulnérables et moins avancés, qui leur octroie une élimination des droits de douane (portés à zéro) pour 7200 produits. Toutefois, pour bénéficier du " SGP Plus ", ces pays doivent satisfaire à des critères. Entre autres, ils doivent représenter moins de 1% des importations de l'UE sous SPG, attester de la ratification et la mise en œuvre effective des principales conventions internationales (au total 27) relatives aux droits sociaux et droits du travail, à la protection de l'environnement et à la bonne gouvernance.

D'autres aspects importants dans cette nouvelle formule sont à relever. Les préférences ne seront pas accordées de manière définitive ou perpétuelle. En effet, la réforme comporte un processus de graduation selon lequel tout produit ou groupe de produits d'exportation bénéficiant des préférences tarifaires qui excède 15% du total des importations de l'UE (de ce même produit) en provenance des pays SPG sera " gradué " ; par conséquent, ce même produit ne bénéficiera plus d'un accès préférentiel. Ce " seuil de graduation " diffère pour

le secteur des textiles et vêtements pour lequel il est fixé à 12.5%.

#### **Les premières critiques fusent, surtout sur les règles d'origine**

Tous ou presque s'accordent sur la générosité du SPG de l'UE (le plus généreux de tous les SPG). Certains communiqués de presse de la Commission européenne le qualifient à la fois de " plus simple, plus clair et plus équitable ". Ce qui réjouit Peter Mandelson qui considère le SPG comme le " plus important instrument commercial en faveur du développement ... notamment [pour] ceux qui ont été durement touchés par le tsunami en décembre dernier."

Des pays comme le Sri Lanka peuvent, à ce propos, être éligibles. Par rapport aux pays victimes du Tsunami, la presse asiatique indique pour sa part, que l'UE pourrait introduire une mesure spéciale pour réduire les tarifs existants sur les exportateurs de crevettes Thaï au 1er juillet, au lieu de six mois après l'entrée en vigueur du nouveau SPG.

Le groupe international d'aide Oxfam salue quant à lui le nouveau système de préférences généralisées. Cependant, il estime que les bénéfices issus de ce nouveau SPG sont limités à cause de l'échec de l'UE à pouvoir établir un lien entre le premier et la réforme sur les règles d'origine. Son représentant à Bruxelles, Luis Morago, affirme que " le nouveau régime sera insignifiant pour les 50 pays les moins avancés du monde si les règles d'origine demeurent rigides ", ajoutant que " cette question traîne depuis des années à cause du manque de volonté de la Direction générale du commerce [de l'UE] de les simplifier et les améliorer ". Celui-ci est rejoint par un autre fonctionnaire, du même groupe, Louis Belanger qui estime que la Commission européenne ne prête pas attention aux appels lancés par certains pays comme le Royaume Uni et la Suède, en faveur d'une simplification des règles d'origine afin de permettre aux pays les plus pauvres un accès en franchise pour les produits fabriqués avec des intrants importés de n'importe quel pays.

S'agissant toujours des règles d'origine, des critiques sont émises, cette fois par rapport au régime " Tout sauf les armes ", inchangé. En fait, les règles d'origine dans le cadre de ce régime sont taxées d'onéreuses, rendant souvent l'accès au marché pratiquement insignifiant. A titre d'exemple, un vêtement fabriqué au Maldives ne bénéficierait d'un accès préférentiel que seulement si le tissu et le produit en question sont originaires dudit pays. Autrement dit, des vêtements produits sur ce même territoire, Maldives, avec du tissu chinois seraient hautement taxés.

Pour terminer, par rapport au seuil de graduation, les premiers pays concernés sont la Chine et l'Inde. Le premier verra ses exportations vers l'UE graduées à 80%, bien qu'il continuera dans le SPG. Quant au second, l'Inde, ses produits textiles ne seront pas couverts par les préférences tarifaires prévues dans le nouveau régime. Cependant, ses exportations de vêtements continueront de bénéficier de l'accès préférentiel.

---

**En perspective de la sixième conférence ministérielle de l'OMC, les PMA harmonisent leurs positions à Livingstone en Zambie**

Les ministres du Commerce d'une quarantaine de pays les moins avancés (PMA) se sont réunis du 25 au 27 juin à Livingstone, dans le sud de la Zambie, pour faire le point sur leur position par rapport aux négociations avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à la suite de l'échec de la réunion de Cancùn, au Mexique, il y a deux ans.

Neuf pays non-membres des PMA - l'Argentine, le Canada, Hong-Kong, le Japon, Le Mexique, le Pakistan, le Brésil et la Suède - ont été invités à la réunion en plus du Directeur général de l'OMC mais aussi les représentants du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA), le Secrétariat du Commonwealth, l'Union européenne, la Banque mondiale et le groupe des

pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

A l'ouverture des travaux qui ont porté entre autres sur l'agriculture, y compris le coton, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les services, la facilitation des échanges et le traitement spécial et différencié, le ministre zambien du Commerce et de l'Industrie Dipak Patel, a souligné l'importance de la réunion des PMA, qui enverra un signal fort sur la position collective du groupe aux pays industrialisés du G-8 et à l'OMC concernant la nécessité d'introduire un commerce plus équitable et qui prend plus en compte les préoccupations de développement. Le ministre Patel a ainsi exhorté ses pairs à prendre des positions plus offensives dans les négociations commerciales pour évoluer d'une posture d'opposition systématique à une posture plus proactive de proposition qui donnerait plus de poids au groupe des PMA.

Si le défis majeur des PMA dans le système commercial international a été jusqu'ici de surmonter les contraintes liées à l'accès aux marchés, le Ministre Patel a souligné qu'en plus de celui-ci, il faudrait aussi ajouter le fait que ces pays pauvres doivent faire face aux subventions massives versées par les pays développés à leurs producteurs.

Dans la déclaration en 38 points produite à la fin de leurs travaux, les ministres du commerce des PMA ont appelé leurs partenaires commerciaux à prendre des engagements fermes pour faciliter l'accès aux marchés sans tarifs ni contingents à tous les produits originaires PMA. De tels engagements devraient, selon la déclaration, entrer en vigueur immédiatement et se baser sur des mesures durables et prévisibles sans aucune autre de conditions ou de restrictions. Les ministres ont en outre demandé une exemption complète des PMA de tout engagement de réduction, ainsi qu'un renforcement des systèmes et mesures de préférences actuelles afin d'éviter leur érosion. Ces préférences, selon la déclaration, ne devraient connaître aucune modification aussi longtemps que les pays développés garderont useront de soutiens



internes autres subventions à l'exportation qui faussent l'équilibre du marché.

Pour traduire leur volonté de participer davantage au commerce international en acte, les ministres ont aussi demandé une assistance technique substantielle et des mesures effectives et durables de renforcement des capacités pour leur permettre d'augmenter leur capacité d'offres. En plus de la demande faite aux membres de l'OMC de convenir d'une date crédible en ce qui concerne l'élimination des subventions agricoles, les ministres des PMA ont aussi appelé les pays développés et les institutions internationales à annuler toute la dette due par leurs pays afin de leur donner des chances de réaliser les objectifs de développement du millénaire.

Pour atteindre ces objectifs et aussi d'autres, les ministres ont aussi demandé l'établissement d'un mécanisme de sauvegarde spécial qui permettrait aux PMA de prendre des mesures temporaires et urgentes pour faire face à des afflux massifs de produits étrangers ou à une baisse drastique de prix.

Se prononçant sur le nouveau plan de réforme du régime sucre que l'Union européenne a publié le 22 juin, les ministres PMA ont critiqué la démarche de l'UE et l'ont appelé une application lente et progressive qui tiennent compte des besoins et des intérêts des pays producteurs, dont beaucoup sont PMA et dépendent quasi exclusivement du sucre pour lequel l'UE leur accordait des préférences depuis plus de quarante ans. (Voir l'article sur ce plan dans ce numéro.

#### **Les organisations de la société civile dénoncent l'absence d'avancées sur les préoccupations de développement**

Les principales OSC africaines et internationales actives dans les domaines du commerce et du développement ont pris part à la rencontre en marge de laquelle elles ont organisé un forum pour discuter des questions et préoccupations importantes les PMA. Réunis sous le couvert du Réseau Africa Trade Network et d'autres partenaires, les OSC ont dans leur déclaration

dénoncé le peu de progrès observés dans la négociation de sujets comme le traitement spécial et différencié, les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, les questions de cohérence, qui sont tous des sujets fondamentaux pour les PMA. L'absence d'avancées dans ces sujets traduit selon les OSC le manque d'engagement des pays développés et le peu d'empressement à tenir leur promesse de faire en sorte que le cycle de Doha soit un cycle pour le développement. Comme l'ont fait les ministres, les OSC ont aussi demandé l'établissement d'un mécanisme de sauvegarde spécial en faveur des PMA afin de permettre à ceux-ci de protéger leurs agricultures et leurs industries naissantes.

---

### **Dialogue régional sur l'articulation entre le programme de Doha pour le développement et la négociation d'un accord de partenariat économique UE-CEDEAO**

**Palm Beach, Sénégal 16 - 17 juin 2005 - Enda Tiers Monde /Third World Network Africa**

La première session de ce dialogue a été consacrée à des communications techniques suivies de discussions sur notamment le document d'orientation sur l'articulation entre le programme de Doha pour le développement de l'OMC et l'APE UE CEDEAO présenté par le professeur Olawale Ogunkola de l'université d'Ibadan au Nigéria, le statut des accords commerciaux régionaux portée et implications assortis des positions de négociations autour des ACR présenté par El Hadji Diouf de ICTSD à Genève, enfin l'APE entre l'UE et l'Afrique de l'ouest : son contenu et son processus de négociation présenté par Gilles Oumpatin, Directeur des politiques commerciales de la CEDEAO en liaison avec Alain Bocco Directeur du commerce de l'UEMOA. Il ressort des discussions consécutives aux différentes communications qui ont été toutes appréciées tant pour leur densité que pour la pertinence des informations fournies ce qui suit.

Les pays africains membres du groupe ACP sont depuis quelques années engagés déjà dans plusieurs processus de libéralisation de leurs économies à plusieurs niveaux: au niveau unilatéral ou national dans le cadre des PAS édicté par les institutions de Bretton Woods, au niveau régional dans le contexte de leur volonté d'intégration régionale et des engagements souscrit au sein des différents groupement régionaux, au niveau inter-régional au titre de l'article 37 de l'accord de Cotonou et de la perspective de négocier un APE et enfin au niveau multilatéral dans le cadre de la mise en œuvre des engagements pris à l'OMC et de leurs participations aux différents cycles de négociation.

Les communications et discussions ont mis en exergue les difficultés de la construction ou de l'élaboration et de mise en cohérence de ces différents processus de négociation quelques fois contradictoire en vue d'une articulation efficace susceptible de préserver les intérêts des pays africains. Il en résulte pour tous que l'imbrication des différents processus de libéralisation en particulier au niveau régional, inter-régional et multilatéral est telle qu'il importe d'avoir une approche globale de la libéralisation.

Le maître mot de cette approche de l'avis de tous est la cohérence. La cohérence des démarches au niveau national, régional, tant dans la gestion institutionnel de la libéralisation que des stratégies politiques. Cet exigence de cohérence devra permettre non seulement de mieux apprécier l'impact macro économique, micro économique et sectoriel des mesures de libéralisation, mais aussi de gagner en efficacité. Il ressort aussi des communications et des discussions au niveau de l'UE et au niveau de l'OMC vont aussi entraîner des conséquences et des coûts d'ajustements dont l'ampleur sera fonction de l'état de non préparation et ou du rythme du processus de libéralisation d'où la nécessité de répartir dans le temps les programmes et les coûts de la libéralisation en raison de la fragilité des pays africains.

L'analyse à la fois systémique et dynamique de l'évolution historique du cadre juridique du

système multilatéral du commerce depuis 1947 à l'avènement l'OMC a révélé que du marginal, la participation des pays africains dans le commerce multilatéral devient progressive avec ce que cela comporte comme contrainte pour ceux-ci qui ont longtemps bénéficié de préférences dans le cadre du régime de Lomé, systèmes dérogatoires de la clause de la nation la plus favorisée et des dispositions de l'article 24 du GATT.

Tous les participants se sont accordé sur la nécessité d'une clarification de l'article 24 du GATT relativement à la notion de période transitoire et au champs de couverture de la libéralisation des échanges entre les deux parties à un accord de coopération régional. Les parties ont même envisagé d'en faire un élément de négociation politique.

Au-delà de la présentation de la structure régionale des négociations, il a été mis en évidence la délicate coexistence de deux statuts: les PMA et les non PMA au sein d'une même région en processus d'intégration; ce qui risque de générer des coûts d'ajustement et de fragiliser le processus d'intégration si la stratégie politique du choix n'est pas faite de façon consciente.

En outre les participants ont énoncé un principe de base qui affirme que l'APE qui s'identifie à un accord de libre échange suppose que les parties contractantes constituent préalablement des unions douanières ; ce qui n'est pas le cas de l'Afrique de l'ouest à travers la CEDEAO élargie à la Mauritanie. Il en résulte la nécessité d'accélérer les réformes au sein de la CEDEAO à défaut renoncer aux négociations en cours dans la perspective de la construction et de la consolidation de l'union douanière en Afrique de l'Ouest afin que les négociations de l'APE se déroulent entre partenaires quasi égaux.

En outre tous les participants ont stigmatisé la période transitoire de 12 ans jugée insuffisante pour les ajustements nécessaires avant la libéralisation effective à l'horizon 2012. Enfin il a été indiqué que l'Afrique de l'Ouest regorgé de compétences et d'actifs humains peu utilisés au fait

du système multilatéral du commerce et la justification de la création d'une banque de données de compétence à été relevée et adoptée.

Au total, les participants ont interpellé les négociateurs institutionnels et nationaux de l'Afrique de l'ouest afin que les intérêts des populations soient pris en compte mais aussi et surtout les intérêts des PMA tout en insistant sur les appuis financiers compensatoires de l'UE en raison de l'érosion voire la suppression des préférences et des appuis en vu d'un renforcement des capacités institutionnelles et individuelles pour être mieux au fait des règles des procédures et des mécanismes du système commercial multilatéral.

## EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

### EVÉNEMENTS À L'OMC

#### **Lundi 4 juillet 2005**

Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (jusqu'à vendredi)

Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances

#### **Mardi 5 juillet 2005**

Philippines: Examen des politiques commerciales (et jeudi)

#### **Mercredi 6 juillet 2005**

Comité du commerce et de l'environnement

Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie

#### **Jeudi 7 juillet 2005**

Philippines: Examen des politiques commerciales (suite de mardi)

Négociations sur le commerce et l'environnement ("session extraordinaire" du Comité) (et vendredi)

#### **Vendredi 8 juillet 2005**

Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (suite de lundi)

Négociations sur le commerce et l'environnement ("session extraordinaire" du Comité) (suite de jeudi)

Sous-Comité des pays les moins avancés.

### EVÉNEMENTS AILLEURS

**8-10 juillet 2005**, Rethymno, Crete, Greece, conférence internationale sur l'économie de l'eau, les statistiques et les finances

Contact: Konstantinos Tsagarakis

Email: [iwa@econ.soc.uoc.gr](mailto:iwa@econ.soc.uoc.gr) WebSite: [http://www.unesco.org/water/water\\_events/Detailed/](http://www.unesco.org/water/water_events/Detailed/)

**18-20 juillet 2005**, Fana, Mali, Coalitions des Alternatives Dette et Développement (CAD), 4ème Edition du Forum des Peuples - Contre-sommet africain au G8

Contact : [http://www.forumdesp ...](http://www.forumdesp...) ou e mail [contact@forumdespeup ...](mailto:contact@forumdespeup...)

**11-16 juillet**, Niamey, Niger, Commission de l'UEMOA, Atelier régional pour l'examen des projets de textes sur l'harmonisation des législations pharmaceutiques vétérinaires, sur le Comité vétérinaire de l'UEMOA et du rapport d'audit des laboratoires de contrôle de qualité.

Contacts : Issoufou Daré, Directeur des ressources Animales (DDRE / Comm. UEMOA; [issoufou.dare@uemoa. ...](mailto:issoufou.dare@uemoa...)) ou Eric Lunel, CT Direction de l'Elevage au Sénégal ([cons.direl@sentoo.sn](mailto:cons.direl@sentoo.sn))

**18-20 juillet**, Dakar, Sénégal, 3ème Forum Economique et Commercial de l'AGOA  
Contact : Cheikh Saadbouh Seck, Directeur du Commerce Extérieur - Sénégal (scheikhsaadbouh@hotmail ...)

**18-20 juillet**, Praia, Cap Vert, FAO et Infopêche. Atelier régional sur l'impact des accords OMC dans les pêcheries en Afrique de l'Ouest.  
Contact : Dr Amadou Tall, Directeur Infopêche (tall@africaonline.co ...)

**21-22 juillet**, Accra, Ghana, Cornell University, The Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER-University of Ghana) and the Africa Region of the World Bank, International Conference on Shared Growth in Africa  
Contact : issuer@ug.edu.gh

**18-23 juillet**, Tours, France, XXV IUSSP, Conférence internationale sur la population  
Contact: IUSSP Telephone: 33-1-56-06-21-73 Fax: 33-1-56-06-22-04 Email: iussp@iussp.org Web Site: <http://www.iussp.org/France2005/index.php>

**19-21 juillet**, New York, US, conférence mondiale su l'éducation à la prévention: le partenariat avec la société civile pour prévenir les conflits et construire la paix  
Contact: International Secretariat, European Centre for Conflict Prevention  
Telephone: 31-30-242-7777 Fax: 31-30-236-9268 Email: info@conflict-prevention.net Web Site: <http://www.gppac.net/>

**26-29 juillet**, Aichi, Japon, Sommet mondial des jeunes pour l'environnement  
Contact: Comité d'organisation Telephone: 81-52-954-6238 Fax: 81-52-961-4901 Email: info@children-summit.jp Web Site: <http://www.children-summit.jp>

**8-20 Août**, Y.C. James Yen Center, Silang, Cavite, Philippines, cours de formation sur le management du développement et des changements sociaux et organisationnels

Contact: Training Associate, Education and Training Program, Regional Center for Asia, International  
Téléphone: 63-46-414-2417 Fax: 63-46-414-2417 local 2 Email: Education&Training@iirr.org Web Site: <http://www.iirr.org>

**10-13 Août**, Kottayam, India, conférence internationale sur les sciences et la technologie pour le développement durable  
Contact: The General Coordinator Telephone: +91-481-2420025 Fax: +91-481-2401472 Email: mail@conferencesbc.org Web Site: [www.conferencesbc.org](http://www.conferencesbc.org)

## PUBLICATIONS

CNUCED, Rapport sur le commerce et le développement (TDR)  
Le rapport sur le commerce analyse les tendances économiques et les principales questions d'orientation présentant un intérêt international et formule des suggestions pour traiter ces questions à différents niveaux.

CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2004.  
Le Rapport sur l'investissement dans le monde 2004 traite des courants d'investissements étrangers directs (IED) et examine les changements en faveur des activités de services, en portant une attention particulière aux services extraterritoriaux.

CNUCED, Développement en Afrique  
La série intitulée Développement économique en Afrique analyse certains aspects des problèmes de développement que connaît ce continent et les grands choix d'orientation qui s'offrent aux pays africains.

CNUCED, Les pays les moins avancés  
L'édition 2004 du rapport sur les pays les moins avancés examine la relation entre le commerce international et la pauvreté dans les pays les moins avancés et identifie les politiques nationales et internationales qui peuvent faire du commerce un

mécanisme plus efficace dans la lutte contre la pauvreté dans ces pays

COMMISSION DE l'UEMOA, Rapport d'activité 2004 de la commission de l'UEMOA [www.uemoa.int](http://www.uemoa.int)

COMMISSION DE l'UEMOA Rapport sur la convergence des économies nationales au sein de la zone franc [www.uemoa.int](http://www.uemoa.int)

COMMISSION DE l'UEMOA, Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale [www.uemoa.int](http://www.uemoa.int)

JEAN FREDERIC MORIN, Une réplique du Sud à l'extension du droit des brevets : la biodiversité dans le régime international de la propriété intellectuelle,. In Droit et Société, vol 58, 2004, p. 633-655. [www.iddri.org](http://www.iddri.org)

OMC, Texte de l' " ensemble des résultats de juillet " - décision finale du conseil général de l'après Cancan, 31 juillet 2004

OMPI, Le marketing des produits de l'artisanat et des arts visuels : Le rôle de la propriété intellectuelle  
[http://www.wipo.int/ebookshop?lang=fr&cmd=display\\_pub&cat\\_id=1200](http://www.wipo.int/ebookshop?lang=fr&cmd=display_pub&cat_id=1200)

OMPI, Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et règlement d'exécution  
[http://www.wipo.int/ebookshop?lang=fr&cmd=display\\_pub&cat\\_id=1062](http://www.wipo.int/ebookshop?lang=fr&cmd=display_pub&cat_id=1062)  
Comprendre le texte du règlement d'exécution en vigueur le 1er janvier 2004.

Ubrifrance et Credit Risk International, 10 ans d'inflation dans l'UEMOA, [www.uemoa.int](http://www.uemoa.int)

Dettes et ratios financiers des pays de la zone franc, Credit Risk International, [www.uemoa.int](http://www.uemoa.int)

Thierry Hommel, Stratégies des firmes industrielles et contestation sociale,. Coll. Indisciplines. Cemagref, Cirad, Ifremer. [www.iddri.org](http://www.iddri.org)

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD [http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE](http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES,SYNTHESEMENSUELLESURLCOMMERCEETLEDEVELOPPEMENTDURABLE) © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.  
Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)  
Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE ([dieye3@hotmail.com](mailto:dieye3@hotmail.com)), El Hadji Abdourahmane DIOUF ([ediouf@ictsd.ch](mailto:ediouf@ictsd.ch)) Bathie Ciss ([cissbathietc@yahoo.fr](mailto:cissbathietc@yahoo.fr)) et Josiane Ramos ([jramos@ictsd.ch](mailto:jramos@ictsd.ch)).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch). Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch). Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe